

# **Contre Attaque Scandale d'Etat ...AFFAIRE DERANQUE : SCANDALE D'ÉTAT**

– Combien de fois la police a-t-elle regardé l'extrême droite commettre des agressions sans rien faire ? Le Ministre de l'Intérieur connaissait en temps réel tout le déroulé des faits, que l'attaque venait des fascistes et le pedigree nazi du défunt, mais a laissé se répandre un narratif totalement mensonger visant à diaboliser la gauche depuis plus d'un mois : il doit démissionner. –

La date du 27 mars est à marquer d'une pierre blanche : pour la première fois, la chaîne BFM a décidé de faire du journalisme. Et ce qu'elle révèle est tout simplement une affaire d'État d'une gravité absolue, même si BFM se contente de donner des éléments sans en tirer les conclusions qui s'imposent.

Dans un reportage qui vient d'être diffusé, la chaîne montre des photos des antifascistes et des fascistes prises par les services de renseignement le 12 février à Lyon. Selon BFM, «des policiers du renseignement territorial se fondent dans les rues aux alentours plus d'une heure avant le début» de la conférence de Rima Hassan. Ils ont donc tout vu : les provocations de Némésis, le groupe néo-nazi qui préparait le guet-apens, le groupe antifasciste, l'affrontement... Tout ! Plusieurs photos prises par la police montrent le groupe antifasciste, puis la bagarre, et enfin Quentin Deranque qui repart : «Grâce à sa tenue vestimentaire, Quentin Deranque est formellement identifié, tentant de se relever», observe une source proche de l'enquête. Les renseignements, et donc la police, et par conséquent le plus haut sommet de l'État, savaient TOUT du déroulé des faits depuis le début, et l'ont dissimulé.

BFM tente de protéger ses sources policières en écrivant : «Selon nos informations, ces policiers n'assistent pas au moment exact des violences visant Quentin Deranque au sol et n'ont donc pas pu intervenir. Ils ont toutefois observé une grande partie des affrontements et déplacements des 'antifas' et 'nationalistes' qui les ont précédés». Cela

n'abusera personne. Une équipe de policiers surveillant les antifascistes avec des appareils de captation d'image sophistiqués auraient «loupé» le seul moment crucial ? Soyons sérieux.

Toujours est-il que :

- Les policiers ont vu et photographié les antifascistes et les néofascistes avant l'affrontement.
- Ils ont délibérément laissé la bagarre se produire, en connaissant parfaitement le risque de tension. Ils étaient d'ailleurs sur les lieux précisément pour cela.
- Ils ne sont pas intervenus alors que le groupe néofasciste avait des armes et utilisait notamment un fumigène brûlant.
- Ils ont vu Quentin Deranque se relever et repartir, et ne lui ont pas porté secours. C'est cette absence de secours qui provoquera son malaise deux heures plus tard, puis sa mort deux jours plus tard.

Donc :

- Tout le monde dans l'appareil policier connaissait parfaitement le déroulé des faits et les protagonistes dès l'instant où cela s'est produit !
- Cela veut dire qu'un antifasciste aurait pu être assassiné sous leurs yeux par une bande armée sans que les images ne sortent jamais. Cela pose la question de combien de fois des policiers ont regardé les nazis commettre leurs attaques sans rien faire ni rien dire, sachant qu'à Lyon, les agressions d'extrême droite se comptent par dizaines.

Et pourtant :

- Les autorités ne sont pas intervenues. Était-ce un choix pour incriminer le plus durement possible les antifascistes ? Étant donné ces révélations, on est en droit de se poser la question.
- Les médias ont lancé une campagne médiatique sur un «lynchage» de «jeune catholique» inventé de toutes pièces, et ont relayé pendant des semaines la parole de l'extrême droite. À aucun moment les autorités, qui avaient tous les éléments, n'ont fait de démenti. Elles ont laissé le narratif des camarades de Deranque se répandre, pour mieux attaquer LFI et la Jeune Garde, en pleine période électorale.
- L'Assemblée Nationale a rendu hommage au néo-nazi,

alors que le gouvernement savait parfaitement qui il était et comment il était mort.

- Ce sont les médias indépendants, dont Contre Attaque, qui ont révélé en premier la vérité, à partir d'images de la bagarre prises par des passants. Alors que, répétons-le, l'État savait TOUT depuis le début mais n'a rien révélé ! Il a fallu des enquêtes indépendantes.

- Enfin on a arrêté et emprisonné des antifascistes dont les policiers eux-mêmes savent depuis le premier jour qu'ils se sont défendus d'une attaque, qu'ils ont laissé se produire. La justice les poursuit pour «homicide volontaire» et a utilisé la police antiterroriste contre eux, alors qu'elle sait que ces qualifications sont fausses.

Vu la gravité de ces informations, toute cette affaire apparaît comme une barbouzerie de très haut niveau, visant à détruire le seul parti d'opposition et à diaboliser l'antifascisme. Il s'agit d'une manœuvre de police politique digne de romans noirs ou de régimes corrompus. Les députés qui ont fait une minute de silence pour un nostalgique d'Hitler doivent s'excuser, les Ministres de l'Intérieur et de la Justice doivent tomber, les médias doivent réaliser un démenti général, et les antifascistes doivent être libérés immédiatement.